LOI DU 5 AVRIL 1884 - Article 56

DEPARTEMENT de la Haute - Corse

## **EXTRAIT DU REGISTRE**

des délibérations du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes MARANA GOLO 2025/100

NOMBRES DE MEMBRES			
Afférents au conseil	En exercice	Qui ont pris part à la délibération	
37	37	22	

Date de la convocation 14/10/2025

Date d'affichage

Objet de la Délibération

L'an deux mil vingt-cinq, le mardi 21 octobre à 17 heures 00 le conseil communautaire légalement convoqué s'est réuni dans ses locaux, sous la présidence de Monsieur Jean DOMINICI,

Etaient Présents (19): Vincent BRUSCHINI – Jérôme CAPPELLARO – Jean DOMINICI – Fortuné FELLICELLI – Joseph GALLETTI – Jean Charles GIABICONI - Ange LAMBERTI – Augustine MARIOTTI - Maryline MASSONI - Jean François MATTEI - Alain MAZZONI - François MONTI – Angèle NERI – José OLIVA – Gabriel PASQUALI – Pierre Antoine PASQUALINI - Marjorie PINDUCCI - Jeanne Baptiste SAVELLI - Charlotte VITTORI

<u>Pouvoirs (3)</u>: Muriel BELTRAN donne pouvoir à Jean Charles GIABICONI — Maria GAROBY donne pouvoir à Jérôme CAPPELLARO - Jean Marc MATTEI donne pouvoir à Jean DOMINICI—

<u>Absents (15)</u>: Christiane ALBERTINI - Paule ALBERTINI - Chantal AMBROSI - Dominique BENIGNI - Christelle CRUCIANI - Patrick EIDEL-GUIDICELLI - Isabelle GIUDICELLI - Bernard GRAZIANI - Christophe GRAZIANI - Charles MARCELLI - Anne Marie NATALI - Pierre NATALI - Frédéric RAO - Charlotte TERRIGHI - Jean Pierre VALDRIGHI -

Objet de la délibération : <u>Création d'un emploi non permanent à pourvoir dans le cadre d'un contrat de projet « Agent redevance spéciale »</u>

Monsieur Vincent BRUSCHINI a été désigné pour remplir les fonctions de secrétaire qu'il a acceptées.

Monsieur le Président expose aux membres du Conseil communautaire que :

En application de l'article L332-24 du code général de la fonction publique, les collectivités territoriales peuvent désormais, pour mener à bien un projet ou une opération identifiée, recruter un agent sous contrat dont l'échéance est la réalisation du projet ou de l'opération.

Le contrat est conclu pour une durée minimale d'un an, et d'une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans. Le contrat peut être renouvelé pour mener à bien le projet dans la limite de ces six années.

La procédure de recrutement sous contrat de projet doit respecter la procédure prévue pour les emplois permanents, fixée par le décret 2019-1414 du 19 décembre 2019 (publication d'une offre d'emploi détaillée ; réception de chaque candidature ; appréciation portée sur chacune au regard des compétences, aptitudes, qualifications et expérience professionnelles, potentiel du candidat et capacité à exercer les missions dévolues à l'emploi).

- Considérant la mise en place de la redevance spéciale pour les producteurs non ménagers de déchets assimilés ;

Acte rendu exécutoire, Après dépôt en Préfecture		
LE:		
Et publication ou notification		
DU:		

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02B-200036499-20251021-2025-100-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/10/2025

Considérant que les tâches principales à accomplir pour conduire et poursuivre ce projet (rencontrer les entreprises et les établissements concernés ; collecter les données sous Excel afin d'établir et mettre à jour la liste des producteurs non ménagers concernés (redevables) ; participer à la communication et à l'information auprès des producteurs professionnels et des collectivités notamment, relèvent de la catégorie C (filière administrative), référencé au grade d'adjoint administratif territorial,

La proposition de Monsieur le Président est mise aux voix

## Le Conseil Communautaire

- VU le code général des collectivités territoriales,
- VU le code général de la fonction publique, notamment son article L.332-24;
- VU la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique
- VU le décret n° 88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;
- VU le décret n° 2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois permanents de la fonction publique ouverts aux agents contractuels ;
- VU le décret 2020-172 du 27 février 2020 relatif au contrat de projet dans la fonction publique ;

Ouï l'exposé de Monsieur le Président

Après en avoir délibéré,

## **DÉCIDE**

- d'accéder à la demande de Monsieur le Président
- de créer à compter du 01/01/2026 un emploi non permanent « d'agent chargé de la redevance spéciale » référencé au grade d'adjoint administratif territorial relevant de la catégorie C à temps complet, à raison de 35 heures hebdomadaires, qui sera pourvu par un agent contractuel sur la base des dispositions de l'article L332-24 du code général de la fonction publique ;
- Que l'agent recruté contractuellement devra justifier d'une formation minimale (traitement de texte, tableurs) et d'une connaissance du domaine visé, et sa rémunération sera calculée, compte tenu de la nature des fonctions à exercer assimilées à un emploi de catégorie C, par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement ;
- Que ce dernier sera recruté pour une <u>durée de 3 ans</u> dont le contrat sera renouvelable par reconduction expresse dans la limite de six années, la durée totale des contrats de projets ne pouvant excéder six ans.
- Que lorsque le projet ou l'opération ne peut se réaliser, ou lorsque le résultat du projet ou de l'opération a été atteint avant l'échéance prévue du contrat, l'employeur pourra rompre de manière anticipée le contrat après l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date d'effet du contrat initial (décret n°2020-172 du 27 février 2020) ; cette rupture anticipée donnant alors lieu au versement d'une indemnité d'un montant égal à 10 % de la rémunération totale perçue à la date de l'interruption du contrat.
- D'inscrire les crédits correspondants au budget de l'établissement public.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus Au registre sont les signatures Pour extrait certifié conforme Le Président Jean DOMINICI